

## CURRICULUM VITAE

**Romain OLLARD**

### CURSUS UNIVERSITAIRE – STATUTS PROFESSIONNELS

**2017-** : Professeur à l'Université de Poitiers

**2013-2017** : Professeur à l'Université de La Réunion

**2013** : Agrégation de droit privé et sciences criminelles

**2009-2013** : Maître de conférences à l'université Montesquieu - Bordeaux IV

**2008** : Doctorat en Droit

Titre de la thèse : « La protection pénale du patrimoine », thèse de doctorat sous la direction de Mme le Professeur Valérie Malabat, soutenue le 6 décembre 2008, Université Montesquieu - Bordeaux IV.

Mention très honorable avec les félicitations du jury.

Obtention de prix de thèse : prix de thèse Dalloz, thèse publiée dans la collection « nouvelle bibliothèque des thèses », 2010, tome 98 ; prix Jean Derruppé, délivré par le Conseil régional des notaires de Bordeaux

**2005-2009** : Attaché Temporaire d'enseignement et de Recherche. Université Montesquieu - Bordeaux IV.

**2003-2005** : Moniteur de l'enseignement supérieur en droit privé.

**2002-2005** : Allocataire national de recherche. Université Montesquieu - Bordeaux IV.

**2002** : DEA en droit pénal et sciences criminelles (dir. Ph. Conte). Université Montesquieu - Bordeaux IV.

### RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

**2020-** : Co-directeur de la Clinique juridique de Poitiers ; directeur de la clinique juridique d'accès au droit de Poitiers (C-JAD)

**2019-** : Co-responsable du Master 2 Droit et justice pénale, Faculté de droit de l'université de Poitiers

**2019-** : membre suppléant du Conseil de l'école doctorale de droit et sciences politiques Pierre Couvrat

**2019-2021** : Enseignant référent en droit pénal du concours complémentaire de l'Ecole Nationale de la Magistrature : en charge de l'épreuve d'admissibilité de droit pénal au jury du concours de recrutements de magistrats du second grade de la hiérarchie judiciaire (préparation des sujets et des grilles de correction ; animation de la correction et harmonisation entre les différents correcteurs).

**2019-2021** : Oraux de droit pénal du concours complémentaire de l'Ecole Nationale de la Magistrature (magistrats du second grade de la hiérarchie judiciaire)

**2017-** : Membre élu de la Commission d'expertise scientifique de la Faculté de droit de l'université de Poitiers

**2018-2019** : Enseignant-référent Licence 1 droit (Université de Poitiers)

**2015-2017** : Vice doyen Droit de la Faculté de droit et d'économie de l'université de La Réunion

**2015-2017** : Directeur du département droit, Université de La Réunion

**2015-2017** : Directeur de la Clinique du droit de La Réunion

**2013-2017** : Membre élu du Conseil de faculté de droit et d'économie de l'université de La Réunion

**2016-2017** : Membre de la commission pédagogique d'admission en doctorat, Université La Réunion

**2015-2017** : Président de la commission de recrutement des ATER (faculté de droit), Université de La Réunion

**2015-2017** : Membre de la commission de validation des acquis, Université de La Réunion

**2015-2017** : Membre de la commission disciplinaire, Université de La Réunion

**2013-2014** : Président jury de l'examen d'entrée à l'Ecole des Avocats (EDA), Université de La Réunion

**2016-2017**: Membre de la commission sportifs de haut niveau, Université de La Réunion

**2012-2013** : Membre élu du Conseil scientifique de l'Université Bordeaux-IV (suppléant)

**2018-** : Responsable de l'unité « Grands procès », Licence 2, Université de Poitiers

## ACTIVITES PEDAGOGIQUES

**2009-2019** : **Cours magistraux** : droit pénal général (L2) ; droit pénal spécial (L3, M1) ; procédure pénale (L2, L3, M1) ; droit pénal des affaires (M2 droit des affaires) ; droit pénal du travail (M1) ; responsabilité pénale des acteurs publics (M2 droit public) ; introduction au droit pénal et aux sciences criminelles (L1) ; droit civil-Les personnes (L1) ; droit du crédit (M2 Droit du financement et du recouvrement) ; responsabilité civile (L2) ; procédure civile (L2) ; droit des biens (L2) ; droit des pollutions et nuisances (M2 droit public) ; déontologie professionnelle (M2 droit du patrimoine).

**Préparations concours** : Institut d'études judiciaires (Bordeaux, La Réunion, Poitiers) : droit pénal (ENM, pré-capa, Classe préparatoire intégrée à l'ENM ; Classe préparatoire intégrée à l'ENAP ; procédure pénale (pré-capa) ; droit des obligations (CRFPA) ; droit des biens (Classe préparatoire intégrée à l'ENM) ; droit des obligations (Classe préparatoire intégrée à l'ENAP).

**Formations professionnelles** : Formation continue des avocats du barreau de Saint-Denis La Réunion (peines et contrainte pénale ; actualité de procédure pénale) ; Chambre des notaires de la Réunion (Droit pénal des affaires) ; Diplôme universitaire « Expertise psychiatrique » (droit pénal spécial) ; Diplôme universitaire « Droits des victimes » à l'Université Bordeaux 2 (Procédure civile et procédure pénale) ; Diplôme universitaire « Religions » à l'Université de La Réunion (Droit pénal et religion).

### **Cours ou formations dispensés à l'étranger** :

**2019** : Cours de droit pénal des affaires, Master 2 Droit des affaires, *University of the Holy Spirit of Kaslik* (USEK), Beyrouth (Liban)

**2018** : Collège de droit de Varsovie (droit pénal)

**2014-2017** : Formations professionnelles au Bureau du Directeur des poursuites publiques (parquet) à l'Ile Maurice (Droit pénal général et droit pénal spécial)

**2014-2016** : Diplôme universitaire « Droit civil mauricien » (Responsabilité civile, droit de la copropriété, lecture des arrêts de la Cour de cassation) : IJLS

**2016** : Cours de droit pénal des affaires, Master 2 Droit des affaires, Université catholique de Madagascar

**Travaux dirigés** : **2002-2009** : introduction au droit ; droit des obligations ; droit pénal spécial ; droit pénal général ; droit patrimonial de la famille (régimes matrimoniaux, successions, libéralités) ; note de synthèse.

## ACTIVITES DOCTORALES

**2014** - : Directeur de thèses de doctorat :

- J. Macaruella, « L'infraction d'intérêt général », Université de La Réunion (débutée en 2015)
- E. Muleo, « Le phénomène d'intégration juridique "européenne" : d'une conception formelle à une conception téléologique de la légalité. Étude des droits français et italien », Université de Poitiers (débutée en 2015)
- R. Ramanarivo, « La lutte contre le blanchiment de capitaux à Madagascar », Université catholique de Madagascar (débutée en 2015)
- E. Gastin, « Le pluralisme religieux en milieu carcéral », Université de La Réunion, co-direction avec le Professeur M. Maisonneuve (débutée en 2014)
- S. Kadel, « Les infractions sans victimes. Analyse de droit comparé français, américain, mauricien », Université de La Réunion, (débutée en 2016)
- C. Blanc : « L'infraction culturelle », Université de Poitiers (débutée en 2018)
- S. Bamba, « L'organisation de l'insolvabilité pénalement sanctionnée », Université de Poitiers (débutée en 2018)
- M. Al. Rifai, *L'infraction idéologique*, Université de Poitiers, débutée en 2015, co-direction, Pr. Laurent Desessard

**2013-2018** : Participation, en tant que membre du jury, à 9 soutenances de thèse (trois fois rapporteurs)

**2009-2017** : Participation à 8 comités de sélection de Professeurs des universités et de Maîtres de conférences

**2009-2017** : Direction d'une quarantaine de mémoires de Master 1 et master 2

## ACTIVITES EDITORIALES

**2015-2017** : Directeur scientifique des Encyclopédies Lexbase « Droit pénal » et « Procédure pénale »

**2012-** : Chronique trimestrielle de « droit pénal des contrats », avec Mme le Professeur V. Malabat, dans la Revue des contrats, LGDJ-Lextenso : rédaction d'une vingtaine d'articles et commentaires

**2009-2017** : Analyste juridique pour la revue en ligne Lexbase (droit pénal et procédure pénale) : rédaction d'une cinquantaine d'articles et commentaires

**2014-2017** : Directeur de la chronique « Droit pénal et procédure pénale » de la Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI) : rédaction d'une quinzaine d'observations et commentaires

**2015** - : Evaluation d'articles pour le compte de la revue *Criminologie* (Université de Montréal)

**2017** - : Membre du Comité scientifique de la *Revue des cliniques juridiques*, Réseau des cliniques juridiques francophones

**2017** - : Evaluation d'articles pour le compte de la *Revue des cliniques juridiques*, Réseau des cliniques juridiques francophones

**2003-2009** : Secrétaire de rédaction de la revue juridique *Politeia*, revue de droit constitutionnel comparé.

### OUVRAGES

**2021 (en cours) :** *Traité de droit pénal spécial*, écrit en collaboration avec les Pr. F. Rousseau et J.-Ch. Saint-Pau, Economica, en préparation, publication prévue en septembre 2021

**2020 :** *Droits et libertés fondamentaux*, rédaction de 3 thèmes : « Droits fondamentaux et droit pénal » ; « Droits fondamentaux et procédure pénale » ; « Le droit à la sûreté », dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, éd. 2020 (1<sup>ère</sup> éd. 2016)

**2017 :** *Culture générale*, rédaction de 2 thèmes : « Droit pénal » ; « Procédure pénale », dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, 2017

**2015 :** *Droit pénal spécial*, ouvrage écrit en collaboration avec Pr. F. Rousseau, Bréal, 2<sup>ème</sup> éd., 2015

**2013 :** *Traité des droits de la personnalité* (rédaction d'un chapitre, « La qualification de droit extrapatrimonial des droits de la personnalité »), dir. Pr. J.-Ch. Saint-Pau, Lexis-Nexis, 2013.

**2010 :** *La protection pénale du patrimoine*, Dalloz, Nouvelle bibliothèque des thèses, tome 98, 2010.

### JURIS-CLASSEUR

**2018 :** « Les destructions, dégradations, détériorations non dangereuses pour les personnes », Fascicule Juris-Classeur, écrit en collaboration avec Mme le Professeur E. Garçon, 2<sup>ème</sup> éd., 2018.

**2018 :** « Les destructions, dégradations, détériorations dangereuses pour les personnes », Fascicule Juris-Classeur, écrit en collaboration avec Mme le Professeur E. Garçon, 2<sup>ème</sup> éd., 2018.

**2017 :** « Tortures et actes de barbarie », Fascicule Juris-Classeur, 1<sup>ère</sup> éd., 2017

### ARTICLES DE DOCTRINE

**2021 :** « La force exécutoire, fondement renouvelé du délit d'abandon de famille », JCP, éd. G, à paraître, mars 2021

**2021 :** « L'essor du dol spécial », Revue pénitentiaire et de droit pénal, à paraître, avril 2021,

**2021 :** « Essai sur le concept juridique de terrorisme », in *Des actes de terreur aux politiques de Terreur. Usages et sanctions du terrorisme*, Paris, Presses académiques du Catholic Institute for Advanced Studies, Dir. T. Siret, à paraître, 2021

**2021 :** « La protection pénale des sites et monuments naturels – Entre droit commun et droit spécial », in *Le droit des sites : retour sur la loi du 2 mai 1930*, Mare et Martin, dir. M. Février, E. Naim-Gesbert, R. Radiguet, Coll. « Droit, sciences et environnement », à paraître

**2021 :** « La protection pénale des biens incorporels (ou les affres de la dématérialisation) », PUAM, à paraître

**2020 :** « La dangerosité en droit pénal, l'arlésienne omniprésente », in Dossier spécial, Dangerosité et droits fondamentaux, Revue des droits et libertés fondamentaux 2020, Chr. n° 70

**2020 :** « La récidive, obsession du législateur contemporain », L'Harmattan, Collection criminologie, p. 73

**2019 :** « L'(in)effectivité du droit pénal de la consommation », Rev. des contrats 2019, p. 119

**2019 :** « Les modèles de cliniques juridiques », in *L'introduction des cliniques juridiques dans le paysage juridique français*, Dir. Pr. D. Mainguy, J. Roque, Revue des cliniques juridiques, Volume 3, 2019 [<https://www.cliniques-juridiques.org/?p=560>]

- 2019** : « La responsabilité pénale du notaire », Droit et patrimoine 2019, n° 287, Dossier spécial, *La responsabilité du notaire*, p. 30.
- 2019** : « L'adaptation du principe de culpabilité à la criminalité extrême », in *L'adaptation des réponses pénales aux formes extrêmes de criminalité* (dir. M. Danti-Juan et J. Bossan), Travaux de l'ISC Poitiers, LGDJ, 2019, p. 89
- 2019** : « les formes extrêmes de criminalité : facteurs de dénaturation des réponses pénales », in *L'adaptation des réponses pénales aux formes extrêmes de criminalité* (dir. M. Danti-Juan et J. Bossan), Travaux de l'ISC Poitiers, LGDJ, 2019, p. 199
- 2019** : « Les droits de la défense. Analyse de droit comparé franco-mauricien », in *The 50th anniversary of Mauritius*, Nomos-PUAM, 2019, p. 209
- 2019** : « Les transformations de l'ordre public pénal », Université d'été de Poitiers *facultatis juris pictaviensis*, Presses universitaires de Poitiers, 2019, p. 155
- 2018** : « L'incrimination pénale du profit illicite », in *Le profit illicite*, Les colloques de l'ISCJ, n° 3, juillet 2018, observatoire de la délinquance et de la justice d'affaires, dir. J. Lagoutte, B. Freleteau-Chaibrassou
- 2018** : « Droit pénal et sécurité sanitaire : une responsabilité pénale introuvable ? », in Actes de la Journée d'étude *Sécurité sanitaire et risque médicamenteux*, dir. Cathy Pomart, Revue juridique de l'océan Indien, 2018, n° 25, p. 125 (disponible sur le site de la RJOI)
- 2018** : « L'effectivité des droits de la défense en droits français et mauricien », IJLS, ([www.ijls.mu](http://www.ijls.mu))
- 2017** : « La responsabilité pénale en matière d'adaptation aux changements climatiques », Actes du colloque *OMERAD, Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques?*, Collection Confluence des droits, archives ouvertes de l'UMR DICE, Dir. Pr. A.-S. Tabau, 2017, p. 133
- 2017** : « La protection juridique des lieux de culte », *Les Petites Affiches*, Numéro spécial n° 65, 31 mars 2017, *Patrimoines et religions*, Dir. A.-F Zattara-Gros, C. Kuhn, p. 42
- 2017** : « Entre distinction et confusion des qualités d'auteur et de complice. Analyse de droit comparé franco-mauricien », IJLS, site Internet ([www.ijls.mu](http://www.ijls.mu)), ISBN 978-99949-949-0-8, mars 2017
- 2017** : « L'insuffisance des mécanismes de responsabilité pénale des personnes morales. Analyse de droit comparé franco-mauricien », *Mauritius criminal law review*, 2017, p. 79
- 2017** : « Views of Professor Romain Ollard regarding LRC's proposals on reform of criminal code contained in May 2016, Texte en langue française, Présentation en langue anglaise par R. Domingue, Chief executive officer of Law reform commission of Mauricius, en ligne, site de la Law reform commission of Mauricius
- 2017** : « Cliniques juridiques et démultiplication des missions de l'université », co-écrit avec Amarande Baumgartner, Actes du colloque *Univer-cités? La dimension citoyenne des cliniques juridiques*, Revue des cliniques juridiques, Vol. 1, 2017, (<https://www.cliniques-juridiques.org/revue/volume-1-2017>)
- 2016** : « Quand l'hôpital se moque de la charité. A propos des décisions d'irrecevabilité des requêtes individuelles rendues par la Cour européenne des droits de l'Homme », *Gaz. Pal.* mai 2016, n° 18
- 2016** : « De l'opportunité de la pénalisation de la transmission du virus de l'immunodéficience humaine par voie sexuelle. Analyse de droit comparé », *RSC* 2016, p. 37
- 2016** : « The impact of the precautionary principle on civil and criminal liability : a french perspective on south african law » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), *The South African Journal of Environmental Law and Policy*, 2016, Vol. 22.
- 2016** : « Le principe de précaution en droit chinois: analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), in *Rapport sur le principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, p. 1187, en ligne sur le site de la Mission de Recherche droit et justice.

**2016** : « Le principe de précaution en droit sud-africain : analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), in *Rapport sur le principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, p. 1285, en ligne sur le site de la Mission de Recherche droit et justice.

**2016** : « Vers un droit de la peine dérogatoire », Lexbase, éd. privée générale, n° 668

**2016** : « Réflexions sur la réforme du Code pénal mauricien », *The New Bar Chronicle*, Issue n° 5, octobre 2016, p. 10

**2016** : « De l'opportunité de la pénalisation de la transmission du virus de l'immunodéficience humaine par voie sexuelle. Analyse de droit comparé franco-mauricien », *Mauritius criminal law review*, 2016, p. 58

**2016** : « La Réunion, entre ici et ailleurs », JCP, édition des régions (présentation de l'activité de la Faculté de droit de La Réunion)

**2015** : « Le renseignement français n'est plus hors la loi. Commentaire de la loi relative au renseignement » (écrit en collaboration avec le Pr. O. Désaulnay), Dr. pén. 2015, Etude 17

**2015** : « La réforme de la législation anti-terroriste ou le règne de l'exception pérenne » (écrit en collaboration avec le Pr. O. Désaulnay), Dr. pén. 2015, Etude 1

**2015** : « Vers un droit pénal du risque ? », Lexbase, éd. privée générale, 2015, n° 626

**2015** : « De la fongibilité des qualifications juridiques en droit de l'environnement », in *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer*, PUAM, 2015, p. 93

**2014** : « Quel statut pour le suspect au cours de l'enquête pénale ? A propos de la loi du 27 mai 2014 », JCP éd. G. 2014, 212

**2014** : « La dissociation de l'objet de l'abus de confiance », étude écrite en collaboration avec M. S. Détraz, Dr. pén. 2014, Etudes 20 (1<sup>ère</sup> partie) et 22 (2<sup>ème</sup> partie)

**2014** : « Le projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines ou l'art de faire de faire du vin nouveau dans de vieilles outres », Lexbase, éd. privée générale, n° 546

**2014** : « Que reste-t-il du secret de l'instruction ? », Lexbase, éd. privée générale, n° 568

**2014** : « La sanction pénale de l'appropriation des biens environnementaux », in *La protection pénale de l'environnement* (dir. A. Gogorza, R. Ollard), Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, n° 4, Cujas, 2014, p. 301

**2013** : « De la fusion des dol pénal et civil ou de l'absorption du dol civil par la responsabilité pénale », RDC 2013, 3, p. 56

**2013** : « Le chef d'entreprise et les procédures collectives : les cas de responsabilité », écrit en collaboration avec le Pr. R. Raffray, in *La responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté* (dir. J.-Ch. Saint-Pau, B. Saintourens), Cujas, 2013, p. 32

**2013** : « De la responsabilité pénale des personnes morales : actualités et perspectives », Lexbase, éd. privée générale, n° 541

**2013** : « Le bilan contrasté de la réforme de la garde à vue, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi du 14 avril 2011 », Lexbase hebdo, éd. privée générale, n° 543

**2012** : « L'articulation des sanctions pénale et disciplinaire du notaire », in *La responsabilité de l'avocat et du notaire*, Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, Cujas, 2012, p. 72

**2012** : « La dématérialisation des infractions contre le patrimoine », in *Le droit pénal et les autres branches du droit : regards croisés*, XX<sup>ème</sup> congrès de l'Association française de droit pénal, Cujas, 2012, p. 49.

**2012** : « Du sens de l'évolution de l'abus de confiance : la propriété, toutes les propriétés mais rien que la propriété », DP 2012, Etude 9.

**2010** : « La distinction du dommage et du préjudice en droit pénal », *Revue de sciences criminelles* 2010, p. 561.

**2009** : « La fiducie : aspects de droit pénal », *Revue de sciences criminelles* 2009, Doctrine, p. 545.

**2009** : « L'abus de biens sociaux est-il un contrôle de gestion des entreprises ? », *Droit pénal* 2009, Etude 19.

**2009** : « Contre l'incrimination du vol d'information », article écrit en collaboration avec J.-Ch. Saint-Pau et S. Détraz, in *Réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale. Opinio doctorum*, Dalloz, 2009, p. 97.

## **NOTES DE JURISPRUDENCE ET ACTUALITÉS LÉGISLATIVES**

**2021** : « Retour vers le futur de l'abus de confiance », note sous Cass. crim. 9 septembre 2020, RDC 2021, à paraître

**2020** : « Du champ de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité : le délit doit-il rester cantonné aux seules créances extra-contractuelles ? », note sous Cass. crim. 23 juin 2020, RDC 2020, p. 72

**2020** : « Quand les pratiques commerciales trompeuses n'ont pas à être trompeuses ! », note sous Cass. crim. 28 janvier 2020, RDC 2020, p. 87

**2020** : « Un simple particulier ne peut se rendre coupable du délit de pratiques commerciales trompeuses », note sous Cass. crim. 19 mars 2019, RDC 2020, p. 57

**2020** : « Clair-obscur autour des pratiques commerciales agressives », note sous CJUE. 12 juin 2019, RDC 2020, p. 59

**2019** : « Du préjudice dans l'abus de faiblesse : entre approche psychologique et approche objective du délit », note sous Cass. crim. 16 janvier 2019 et 16 avril 2019, RDC 2019, p. 70

**2019** : « Paris sportifs truqués et escroquerie : qui raflera la mise ? », note sous Cass. crim. 21 novembre 2018, RDC 2019, p. 106

**2018** : « L'abus de confiance par détournement du temps de travail du salarié : la chambre criminelle persiste et signe », note sous Cass. crim. 3 mai 2018, RDC 2018, p. 397

**2018** : « L'abus de faiblesse, infraction hybride en quête d'identité », note sous Cass. crim. 15 mars 2017, RDC 2018, p. 84

**2017** : « L'extension de l'abus de confiance aux choses fongibles ou l'histoire d'une petite révolution (toute en douceur) », note sous Cass. crim., 22 févr. 2017, RDC 2017, p. 493

**2017** : « Les mystères de la dématérialisation des infractions contre le patrimoine : quand l'abus de confiance porte, non sur la clientèle elle-même, mais sur les informations qui y sont relatives », note sous Cass. crim., 22 mars 2017, RDC 2017, p. 496

**2017** : « Abus de confiance et inexécution contractuelle : la Cour de cassation a-t-elle franchi le Rubicon ? », note sous Cass. crim. 6 avril 2016, RDC 2017, p. 102

**2017** : « Le dol pénal étend son empire : l'escroquerie peut porter sur un immeuble », note sous Cass. crim. 28 septembre 2016, RDC 2017, p. 106

**2017** : « Feu la jurisprudence Cousinet ! La légitime défense s'étend aux infractions involontaires », note sous Cass. crim. 17 janvier 2017, Lexbase, éd. privée générale, n° 688

**2016** : « La désertion du délit de chantage », note sous Cass. crim. 13 janvier 2016, RDC 2016, p. 490

**2016** : « La désertion du délit d'abus de faiblesse », note sous Cass. crim. 19 février 2014, RDC 2016, p. 92

**2016** : « Regards sur la consécration de l'abus de l'état de nécessité ou de dépendance à la lumière des solutions du droit pénal (à propos du futur article 1442 du Code civil) », Revue des contrats 2016, p. 94

**2016** : « Concours de qualifications en matière pénale : la Cour de cassation consacre une conception large de l'unité de fait fondée sur une action indissociable par unité de but », note sous Cass. crim. 26 octobre 2016, Lexbase, éd. privée générale, n° 679

**2016** : « Responsabilité des personnes morales... Et la lumière vint de la procédure pénale », note sous Cass. crim. 12 avril 2016, Lexbase, éd. privée générale, n° 661

**2016** : « La réforme pénale du 3 juin 2016. Aspects de droit pénal », Lexbase, éd. privée générale, n° 665

**2016** : « Quand le principe de l'interprétation stricte de la loi pénale interdit de sanctionner la diffusion sur internet de l'image d'une femme nue contre sa volonté », note sous Cass. crim., 16 mars 2016, Lexbase hebdo, éd. privée générale, n° 650

**2016** : « Le juste pointillisme de la Cour de cassation en matière de géolocalisation décidée en urgence », note sous Cass. crim. 17 novembre 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 638

**2015** : « Du préjudice dans l'escroquerie ou l'art de sauver les apparences », note sous Cass. crim. 28 janvier 2015, RDC 2015, p. 923

**2015** : « La vraisemblance de participation à l'infraction, condition nécessaire et suffisante de la mise en examen », note sous Cass. crim. 14 avril 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 615

**2015** : « Nullité de la garde à vue et défaut de notification du lieu de commission de l'infraction : l'histoire d'une politique jurisprudentielle casuistique », note sous Cass. crim. 27 mai 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 621

**2015** : « Abus de faiblesse et testament : la chambre criminelle de la Cour de cassation persiste et signe », note sous Cass. crim. 16 décembre 2014, RDC 2015, 2, p. 328

**2015** : « L'homme qui valait 50 milliards et la répression pénale », note ss. Cass. crim. 19 mars 2014, RDC 2015, p. 92

**2015** : « Quand le principe de loyauté de la preuve déploie ses effets en procédure pénale », note sous Ass. plénière 6 mars 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 607, 2 avril 2015

**2015** : « Décret d'application de la loi renforçant la lutte contre le terrorisme : le ministre de l'intérieur au centre du nouveau dispositif administratif », Lexbase, éd. privée générale, n° 601

**2014** : « Quand la CJUE aggrave les incertitudes entourant les conditions des pratiques commerciales trompeuses », note sous CJUE, 19 déc. 2013, RDC 2014, 3, p. 452

**2014** : « La tromperie n'est pas la bonne à tout faire du droit pénal », note sous Cass. crim. 20 novembre 2012 et 4 juin 2013, RDC 2014, 1, p. 89

**2014** : « Abus de confiance, propriété et inexécution contractuelle », note sous Cass. crim. 16 octobre 2013, RDC 2014, 2, p. 262

**2014** : « Les mystères de la causalité indirecte ou la répression variable de la faute pénale d'imprudence », note sous Cass. crim. 21 janvier 2014, Lexbase, éd. privée générale, n° 558

**2014** : « De la nature formelle de l'infraction de harcèlement moral », note sous Cass. crim. 14 janvier 2014, Lexbase, éd. privée générale, n° 562



**2014** : « Prescription des infractions clandestines : autre mécanisme, mêmes effets », note sous Ass. plén., 7 novembre 2014, Lexbase, éd. privée générale, 27 novembre 2014

**2014** : « Commentaire de la loi du 27 mai 2014 transposant la directive européenne relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales : quand les droits de la défense pénètrent tous les stades de la procédure pénale », Lexbase, éd. privée générale, n° 574

**2013** : « Abus de confiance, force de travail et inexécution contractuelle », note sous Cass. crim. 19 juin 2013, RDC 2013, n° 4, 1479

**2013** : « Les pratiques commerciales trompeuses sanctionnent-elles encore un vice du consentement ? », note sous Cass. crim. 15 mai 2012, RDC 2013, n° 1, 209

**2013** : « L'obtention d'un testament constitue un acte gravement préjudiciable au sens du délit d'abus de faiblesse », note sous Cass. crim. 5 septembre 2012, RDC 2013, n° 1, 213

**2013** : « Le projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines ou l'art de faire du vin nouveau dans de vieilles outres », Lexbase, éd. privée générale, n° 546

**2013** : « Le bilan contrasté de la réforme de la garde à vue, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi du 14 avril 2011 », Lexbase, éd. privée générale, n° 543

**2013** : « Quand la Cour de cassation consacre à demi-mot la force de travail comme un objet possible d'abus de confiance », note sous Cass. crim., 19 juin 2013, Lexbase, éd. privée générale, n° 540, 19 septembre 2013

**2013** : « La loi mémorielle, le juge pénal et l'histoire », note sous Cass. crim. 5 février 2013, Lexbase, éd. privée générale, n° 520, 21 mars 2013

**2013** : « Le point sur la médiation pénale, entre droit pénal et droit civil », Lexbase, éd. privée générale, n° 527

**2012** : « De la nature protectrice du consentement du délit d'abus de faiblesse », note sous Cass. crim. 7 mars 2012, RDC 2012, 1327

**2012** : « De la vulnérabilité et du préjudice dans le délit d'abus de faiblesse », note sous Cass. crim., 8 février 2012, RDC 2012, 1330

**2012** : « Objet du contrat et objet de l'abus de confiance : divergences sur la clientèle civile », note sous Cass. crim. 16 novembre 2011, RDC 2012, 2, 37

**2012** : « Détournement de contrat : seul le détournement portant sur l'*instrumentum* est constitutif d'un abus de confiance, non celui portant sur le *negocium* », note sous Cass. crim. 1<sup>er</sup> décembre 2010, RDC 2012, n° 2, 553

**2012** : « Quand l'intérêt des consommateurs rejoint celui des concurrents », note sous Civ. 1<sup>ère</sup>, 6 octobre 2011, RDC 2012, n° 3, p. 941

**2012** : « Pot pourri autour de la notion de peine », note ss. CJUE 5 juin 2012, Lexbase, éd. privée générale, n° 491

**2012** : « Commentaire de la loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel. Un bilan en demi-teinte », Lexbase, éd. privée générale, n° 498.

**2012** : « Recel de violation de secret professionnel et liberté d'expression », note sous Cass. crim. 6 mars 2012, Lexbase, éd. privée générale, n° 480,

**2012** : « Le point sur le mandat d'arrêt européen, 10 ans après », Lexbase, éd. privée générale, n° 502

**2012** : « Constitutionnalité de la réforme de la garde à vue : dernier acte ? », note sous CC 18 novembre 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 469

**2011** : « Dématérialisation de l'abus de confiance : le délit peut porter sur des informations relatives à la clientèle », note sous Cass. crim. 16 novembre 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 466

**2011** : « Du sens de l'évolution du délit d'abus de confiance », note sous Cass. crim. 5 octobre 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 462

**2011** : « Terrorisme et droit à un procès équitable », note sous Cass. crim. 15 juin 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 453

**2011** : « Entre limitation et extension du domaine de la justification fondée sur l'exercice des droits de la défense, la Cour de cassation cherche l'équilibre », note sous Cass. crim. 16 juin 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 448

**2011** : « Du droit de ne pas contribuer à sa propre condamnation durant la garde à vue : entre droit à l'assistance d'un avocat et droit au silence », note sous Cass. crim. 31 mai 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 446

**2011** : « Le droit à un procès équitable justifie la mise à mort immédiate et sans délai du régime de la garde à vue », note sous Assemblée plénière, 15 avril 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 437

**2011** : « Quand les destructions, dégradations ou détériorations dangereuses pour les personnes masquent une question de responsabilité pénale des personnes morales », note sous Cass. crim. 22 février 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 433

**2011** : « Distinction de la diffamation et de l'injure: la diffamation suppose l'imputation d'un fait précis de nature à être l'objet d'une preuve et d'un débat contradictoire », note sous Cass. crim. 7 décembre 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 428

**2010** : « Le régime juridique de la garde à vue est déclaré contraire à la Convention européenne des droits de l'homme... mais n'en doit pas moins être appliqué », note sous Cass. crim. 19 octobre 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 418, 25 novembre 2010

**2010** : « Le fait d'entretenir des relations sexuelles non protégées en se sachant porteur du VIH est constitutif, non du crime d'empoisonnement, mais du délit d'administration de substances nuisibles », note sous Cass. crim. 5 octobre 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 417

**2010** : « Coup de tonnerre sur la procédure pénale : le Conseil constitutionnel déclare les dispositions relatives à la garde de vue contraires à la Constitution », note sous CC 30 juillet 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 410

**2010** : « Condamnation de l'État français pour un perquisition au domicile d'un avocat ressortissant de l'Union européenne », note sous CEDH 21 janvier 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 413

**2010** : « La recevabilité de l'action civile des associations : entre défense de l'intérêt général et défense d'un intérêt collectif », note sous CA Paris 29 octobre 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 382

**2009** : « Confirmation de l'assouplissement du critère du commencement d'exécution punissable en matière de tentative d'escroquerie à l'assurance », note sous Cass. crim. 17 décembre 2008, Lexbase, éd. privée générale, n° 337.

**2009** : « Les revirements de jurisprudence en matière pénale : l'assemblée plénière botte en touche », note sous Ass. plénière, 13 février 2009, Lexbase hebdo, éd. privée générale, n° 341.

**2009** : « Principe d'égalité des armes dans l'exercice des voies de recours : la Cour de cassation neutralise les effets de l'article 505 du Code de procédure pénale », note sous Cass. crim. 10 février 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 346.

**2009** : « Comité de réflexion sur la justice pénale. Présentation du rapport d'étape sur la phase préparatoire du procès pénal », Lexbase, éd. privée générale, n° 352.

**2009** : « Nouvelle manifestation de sévérité dans le délit d'abus de faiblesse : l'abus doit être apprécié au moment de l'obtention de l'acte gravement préjudiciable », note sous Cass. crim. 26 mai 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 359.

**2009** : « Limitation du domaine de la justification par l'exercice des droits de la défense : un salarié ne peut jamais voler des documents de l'employeur que pour se défendre dans un litige prud'homal », note sous Cass. crim. 9 juin 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 363.

**2009** : « Réforme de la procédure pénale : présentation du rapport définitif du comité de réflexion sur la justice pénale », Lexbase, éd. privée générale, n° 367

**2009** : « Les effets secondaires du dopage », note sous Cass. crim. 29 septembre 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 372.

**2008** : Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine, 2008-2, n° C.593, note sous CA Bordeaux, 14 décembre 2007.

**2005** : Les petites affiches, 8 août 2005, n° 156, note sous Cass. crim. 26 janvier 2005.

## CONSULTATIONS EXTRA-UNIVERSITAIRES

**2020** : Consultation et audition par la commission des Lois de l'Assemblée nationale ayant créé une mission d'information sur les moyens de juguler les entraves et obstructions opposées à l'exercice de certaines activités légales (commission composée de 15 membres, présidée par M. Xavier Breton, député de l'Ain, et co-rapportée par Mme Martine Leguille-Balloy, députée de Vendée, et M. Alain Perea, député de l'Aude) : remise d'un rapport de 30 pages et audition pendant une demi-journée ; consultation a posteriori à propos du projet de rapport MIC (entraves à des activités légales)

**2020** : Consultation par le Carnet de recherche Academia, à propos du délit d'entrave au débat dans le cadre des établissements d'enseignement supérieur d'ES – amendement (n° 147) déposé dans le cadre de la loi de programmation de la recherche 2021-2030, tendant à la création d'un article 431-22-1 du Code pénal

**2014** - : Consultant pour la *Law Reform Commission* : participation à la réforme du Code pénal mauricien, sous la direction de M. Domingue Rosario, Chief executive officer, Law Reform Commission (<http://lrc.govmu.org>)

- Rédaction du « Rapport d'étape sur la réforme du Code pénal mauricien », remis à la Law reform commission pour transmission à l'Attorney-General (Ministre de la justice mauricien), mars 2016
- Rédaction du « Rapport final sur la réforme du Code pénal mauricien »

## ACTIVITES COLLECTIVES UNIVERSITAIRES

### PROJETS DE RECHERCHE COLLECTIFS

**2018-** : responsabilité sociale en Aquitaine

**2016-2017** : Participation au projet *OMERAD (Recherche sur l'adaptation des changements climatiques à La Réunion)*, Dir. Pr. A.-S. Tabau

**2015** : Responsable de la coopération franco-mauricienne pour la réforme des Codes civil et pénal mauriciens. Organisation des journées de rencontre entre les enseignants chercheurs réunionnais et les membres de la *Law Reform Commission* à l'Université de la Réunion (juin 2015).

**2012-2016** : Participation à un groupe de travail relatif au « principe de précaution : analyse de droit comparé », sous la direction de M. Boutonnet. Voyages de recherche effectués en Afrique du sud (10 jours, mai 2014) et en Chine (10 jours, oct. 2014) ayant donné lieu à deux articles, intégré au *Rapport sur le principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, en ligne sur le site de la Mission de Recherche droit et justice :

- « Le principe de précaution en droit chinois : analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), *in Rapport précité*, p. 1187.
- « Le principe de précaution en droit sud-africain : analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), *in Rapport précité*, p. 1285.

**2012-2013** : Participation à un groupe de travail relatif à « La qualité des normes », sous la direction des Pr. V. Malabat et E. Garçon.

**2011-2013** : Participation à un groupe de travail intitulé « observatoire de la délinquance d'affaire » sous la direction des Pr. Saint-Pau et Saintourens (colloques organisés à Bordeaux relatifs à « La responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté » ou aux « informations relatives à l'entreprise »)

**2009-2012** : Participation à un groupe de travail sur « la sanction », sous la direction du Pr. D. Fenouillet, Laboratoire de sociologie juridique de Paris II.

**2009-2010** : Participation à un groupe de travail sur la réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale, sous la dir. des Pr. V. Malabat et B. de Lamy, ayant donné lieu à la publication d'un ouvrage : *Réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale. Opinio doctorum*, Dalloz, septembre 2009

## **ORGANISATION DE MANIFESTATIONS**

### **Organisation de manifestations scientifiques**

**2016** : *Les mécanismes de justice restaurative*, Conférence Pr. R. Cario, La Réunion, 4 mars 2016

**2013** : *La protection pénale de l'environnement*, Colloque Bordeaux, 15 février 2013 (dir. A. Gorgorza, R. Ollard), Cujas, 2014, p. 301

### **Organisation de manifestations autres**

**2020** : Journée de formation de la clinique juridique de Poitiers (intervention de professionnels), Faculté de droit de Poitiers, 5 octobre

**2015-** : Organisation des « Assises de l'université » (procès d'assises fictif organisé à partir d'un dossier réel transmis par l'avocat général auprès de la Cour d'assises de Saint-Denis) : événement annuel (mars 2015, avril 2016, avril 2017)

**2016** : Organisation de la fête du droit à l'Université de la Réunion (23 mars au 26 mars 2016)

**2016** : Organisation d'un débat autour du film *Casus Belli*

## **PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS DOCTORALES**

**2014-2021** : Participation à une vingtaine de comité de suivi de thèse

**2018-** : Participation au comité scientifique du concours Lombois 2018 de droit pénal international (rédaction collective du cas pratique soumis aux candidats)

**2018** : Co-organisateur et animation avec le Pr. Michel Massé du séminaire doctoral adossé au concours Lombois 2018 de droit pénal international

**2018** : Participation en tant qu'encadrant au séminaire inter-doctoral Goutelas (séminaire à destination des doctorants en droit pénal au château de Goutelas)

## INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES, CONFÉRENCES OU JOURNÉES D'ÉTUDE

**2020** : « La protection pénale du consentement des personnes vulnérables », in *Regards croisés sur le consentement de la personne vulnérable*, Colloque Affect (dir. Pr. G. Decocq, Pr. N. Perterka), Palais des congrès d'Arcachon, 26 septembre 2020

**2020** : « Le concept juridique de terrorisme », in *Des actes de terreur aux politiques de Terreur : usages et sanctions du terrorisme*, Colloque international La Roche-sur-Yon, ICES (Institut Catholique de Vendée), organisé conjointement par la section de philosophie pénale de l'Institut de Criminologie et de droit pénal de Paris et le CRICES, 21 et 22 janvier 2020, Dir. T. Siret, Paris, Presses académiques du Catholic Institute for Advanced Studies, à paraître, 2021

**2019** : « La dangerosité en droit pénal », in *Dangerosité et droits fondamentaux*, dir. C. Pomart et F. Cafarelli, Université de La Réunion, 28 et 29 novembre 2019, *Revue des droits et libertés fondamentaux* 2020, Dossier spécial, Chr. n° 70

**2019** : « La récidive, obsession du législateur contemporain », in *De la récidive et du pardon*, Colloque Lille, 12 novembre 2019, L'Harmattan, Collection criminologie, à paraître

**2019** : « Les modèles de cliniques juridiques », in *L'introduction des cliniques juridiques dans le paysage juridique français*, Dir. Pr. D. Mainguy, J. Roque, Colloque Montpellier 17 avril 2019

**2019** : « La surveillance en droit pénal », Cycle de conférence consacrée à *La surveillance*, Dir. J. Macaruella et J. Rio, Université de La Réunion, 8 février 2019

**2018** : « L'adaptation du principe de culpabilité à la criminalité extrême », in *L'adaptation des réponses pénales aux formes extrêmes de criminalité*, Colloque ISC-EPRED (dir. M. Danti-Juan et J. Bossan), Université de Poitiers, 12 et 13 octobre 2018

**2018** : Participation à une table ronde : « les formes extrêmes de criminalité : facteurs de dénaturation des réponses pénales », in *L'adaptation des réponses pénales aux formes extrêmes de criminalité*, Colloque ISC-EPRED (dir. M. Danti-Juan et J. Bossan), Université de Poitiers, 12 et 13 octobre 2018

**2018** : « Les transformations de l'ordre public pénal », in *L'ordre public*, Université d'été (Dir. E. Berry), Université de Poitiers, du 2 au 6 juillet 2018

**2018** : « Les droits de la défense. Analyse de droit comparé franco-mauricien », in *Le développement constitutionnel de Maurice, en l'honneur du cinquantenaire de l'indépendance de Maurice en 2018*, Colloque international, 14, 15 et 16 mars 2018, Université de Maurice

**2017** : « L'incrimination pénale du profit illicite », in *Le profit illicite*, Colloque Bordeaux organisé dans le cadre de l'Observatoire de la délinquance et de la justice d'affaires, Dir. J. Lagoutte, B. Freleteau-Chaibrassou, 20 octobre 2017

**2017** : « Une responsabilité pénale introuvable ? », in *Sécurité sanitaire et risque médicamenteux*, Journée d'étude, Dir. Cathy Pomart, Université de La Réunion, 26 juin 2017, *Revue juridique de l'océan Indien*, n° 25, p. 125

**2017** : « Les cliniques juridiques participent-elles à transformer la place de l'université dans la cité ? », in *Universités? La dimension citoyenne des cliniques juridiques*, 3<sup>ème</sup> colloque du réseau juridique des cliniques francophones, Bordeaux, 16 et 17 mars 2017

**2016** : « L'effectivité du droit pénal de la consommation », colloque Association H. Capitant relatif au « Droit de la consommation », Dir. J.-B. Seube, Ile Maurice, 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2016

**2016** : « La responsabilité pénale en matière d'adaptation aux changements climatiques », Colloque *OMERAD (Recherche sur l'adaptation des changements climatiques à La Réunion)*, Dir. Pr. A.-S. Tabau, Université de La Réunion, 14 et 15 novembre 2016

**2016** : « La protection juridique des lieux de culte », Colloque « Patrimoine et religion », Dir. A.-F. Zattara et C. Kuhn, Université de La Réunion, 5 avril 2016

**2016** : « Actualité du droit pénal et de la procédure pénale », conférence Cour d'appel de Saint-Denis, , Dir. J.-B. Seube, 12 avril 2016

**2015** : Colloque relatif à « La réforme du contrat et des obligations » (thèmes d'intervention : « Les principes généraux et les définitions » et « les effets à l'égard des contractants »), Dir. J.-B. Seube, Cour d'appel Saint-Denis, 19 octobre 2015 ; Tribunal de grande instance de Saint-Pierre, 30 novembre 2015

**2015** : Colloque Association H. Capitant, Ile Maurice, 29 et 30 avril 2015, *Droit du contrat et des sûretés dans l'océan indien*, , Dir. J.-B. Seube, participation à une table ronde relative à « La formation du contrat »

**2015** : Présidence d'une demi-journée « Le droit contraint par le handicap », in *Droit et handicap : 10 ans après la loi du 11 février 2005, quel bilan, quelles perspectives ?*, colloque Université La Réunion, dir. F. Cafarelli, 12 mars 2015

**2015** : Présidence d'une demi-journée « Mise en œuvre de la justice restaurative en France », in *La justice restaurative*, colloque Université la Réunion, dir. Pr. R. Cario, 23 et 24 avril 2015

**2013** : « De la fongibilité des qualifications juridiques en droit de l'environnement », in *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer* (dir. Loïc Peyen), Colloque La Réunion, 13 décembre 2013

**2013** : « Possession et droit pénal », in *La possession des biens : une notion en mutation* (dir. F. Julienne), Colloque Bordeaux, 13 juin 2013

**2013** : « La répression de l'appropriation des biens environnementaux », in *La protection pénale de l'environnement* (dir. A. Gogorza, R. Ollard), Colloque Bordeaux, 15 février 2013

**2012** : « Les cas de responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté », in *La responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté*, Colloque Bordeaux, Dir. J.-Ch. Saint-Pau et B. Saintourens (observatoire de la délinquance d'affaires), 14 septembre 2012.

**2012** : « L'articulation des sanctions pénales et disciplinaires », in *La responsabilité pénale du notaire* (dir. M. Bénéjat), Colloque Bordeaux, 14 juin 2012.

**2011** : « La dématérialisation des infractions contre le patrimoine », in *Le droit pénal et les autres branches du droit : regards croisés*, XXème congrès de l'Association française de droit pénal, Colloque Bordeaux 5, 6 et 7 octobre 2011.

**2009** : « L'abus de biens sociaux est-il un contrôle de gestion des entreprises ? » in *La liberté d'entreprendre et le droit pénal* (dir. B. de Lamy), Colloque Toulouse le 30 avril 2009